

Programme CDE - APR 2008/2009

Rapport intermédiaire d'activité

Date de remise : 24/09/11

**ÉCO-QUARTIERS ET EXPÉRIMENTATIONS ÉCOLOGIQUES EN VILLE : ENTRE DYNAMIQUES
PARTICIPATIVES ET LOGIQUE DES USAGES
UNE ÉTUDE COMPARATIVE EN FRANCE ET EN CATALOGNE**

Responsables scientifiques : Amandine GUILBERT (GRAC)
et Miguel DOÑATE SASTRE (COPSAT)

Groupe de Recherche Action (GRAC)

grac@cooprechercheaction.org

Col·lectiu per a la Recerca Social i Autònoma (COPSAT)

associaciocopsat@gmail.com

Date d'engagement subvention MEDDTL : 24 novembre 2009

Montant du budget : 88 130 €

Participants au projet : MIGUEL DOÑATE SASTRE, RÉMI ELIÇABE, AMANDINE GUILBERT, ANNE-SOPHIE HAERINGER, YANNIS LEMERY, RAÚL MÁRQUEZ PORRAS, LAETITIA OVERNEY ET PABLO ROMERO NOGUERA

I- RAPPEL DES OBJECTIFS

La recherche s'intéresse à des expérimentations écologiques en ville (écohabitat, aménagement de parcs en ville...) en France et en Catalogne. Il s'agit pour nous de ressaisir les modalités par lesquelles le problème environnemental est redéfini et pris en charge depuis les politiques publiques, et comment en particulier des démarches de concertation font partie intégrante de ces expérimentations écologiques en ville. Notre travail vise, d'un côté, à documenter l'institutionnalisation croissante de ces procédures de concertation. D'un autre côté, des initiatives alternatives échappent à ces dispositifs institutionnels, nous avons donc décidé de nous intéresser aussi à ces expériences menées en dehors des cadres institués de la concertation.

Concernant les dispositifs de concertation, nous faisons l'hypothèse que leur institutionnalisation croissante va de pair avec l'élaboration, par les participants, d'outils et de méthodologies toujours plus élaborés. Concernant les initiatives en marge, elles doivent nous permettre d'étayer une acception de la concertation comme faisant la place au conflit et au dissensus. Cependant, ces expérimentations qui échappent aux dispositifs institutionnels ne leur sont pas, sur les terrains choisis, complètement extérieures. Elles sont en voie d'institutionnalisation ou en dialogue (parfois conflictuel) avec ces dispositifs. Nous faisons aussi l'hypothèse que cette tension entre formes instituées et formes infra-institutionnelles tient pour partie au modèle français de la citoyenneté. La comparaison avec des initiatives catalanes doit permettre de tester ce point et, plus largement, de mettre en évidence ce que les formes de concertation doivent au contexte juridique, politique, social, pour chacun des deux pays, Catalogne et France.

Les terrains catalans convoqués sont assez voisins des cas étudiés en France au sens où ils mettent également en tension des expérimentations écologiques autonomes, menées à l'initiative d'habitants d'un côté, et de l'autre des sites ou des opérations mettant en scène des processus et des acteurs plus institués (municipalités, partis politiques, instances gestionnaires...). Mais la recherche aura pour enjeu de ressaisir ce qu'engagent les contextes nationaux et locaux en ce qui concerne à la fois les théories et les procédures de mobilisation citoyenne : quels écarts perçoit-on dans les conceptions et la mise en œuvre de la concertation ? Le format international de la recherche devrait permettre enfin d'échanger à la fois des outils méthodologiques et des cadres d'analyse pour redéfinir les enjeux d'une participation démocratique autour des questions environnementales en ville, en situant la réflexion à une échelle européenne.

II- ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX

II.1 FRANCE

II.1.1 LE PROJET DES HAUTS DE MONTREUIL(93)

• Aspects méthodologiques

Saisir une dynamique de concertation en temps réel

Les recherches documentaires et empiriques engagées dans la mise en œuvre du volet exploratoire nous ont conduit chemin faisant à substituer au terrain de l'écoquartier de Strasbourg un autre terrain, l'écoquartier de Montreuil (93). Nous avons initialement retenu quatre terrains, deux en Catalogne : le Parc de Collserola (partagé entre Barcelone et huit municipalités environnantes), le projet autonome de Can Masdeu (Barcelone) et deux en France : le squat des Pavillons Sauvages (Toulouse) et le projet ZAC Danube de l'association

Ecoquartier Strasbourg. Ce dernier, comme le Parc de Collserola, nous intéressait puisqu'il s'inscrivait dans un dispositif de concertation institutionnel, contrairement aux deux autres, pour lesquels les liens avec les institutions sont moins directs.

A Strasbourg, c'est plus particulièrement la forme « écoquartier » que nous souhaitons documenter, dans la mesure où ces réalisations manifestent la prise en compte de la question écologique par les différents acteurs des politiques de la ville et que leur mise en place implique aussi un processus spécifique de mise en problème public, au sein d'instances du type conseils de quartier, dispositifs de concertation, etc. Le processus de concertation étant terminé depuis maintenant trois ans à Strasbourg, nous avons pensé mettre l'accent, à partir d'un travail de terrain essentiellement documentaire, sur les outils méthodologiques mis en œuvre par l'association Ecoquartier Zac Danube.

Or la phase exploratoire de l'enquête nous a permis de repérer le terrain de Montreuil. A de nombreux égards, celui-ci se rapproche de Strasbourg, nous y retrouvons un projet d'écoquartier, mais dont le processus de concertation – et c'est ce qui nous intéresse particulièrement – débute tout juste (cf. *infra* Présentation du terrain). Du fait d'un calendrier cette fois-ci concordant avec le temps de l'enquête, nous devrions sur ce terrain pouvoir suivre en temps réel cette dynamique de concertation et ses enjeux locaux. On y rencontre aussi – ce qui n'était pas présent à Strasbourg où nous arrivions dans un point mort du processus (concertation terminée et mise en œuvre technique non initiée encore) – des associations locales très diverses, situées dans les quartiers concernés et se mobilisant activement autour de cette question écologique en ville et du patrimoine horticole de la ville (cf. *infra* Présentation du terrain) Ces mobilisations s'organisent à partir d'associations locales pré-existantes, d'autres ont vu le jour plus récemment. On rencontre également, et c'est encore une plus-value de ce terrain par rapport à celui de Strasbourg, un travail de définition pratique de l'écoquartier de la part des associations. C'est à dire que cette question qui nous semblait centrale : *qu'est-ce qu'on entend par écoquartier ?*, est une question prise en charge pratiquement par les acteurs. On retrouve enfin une controverse, qui nous intéressait déjà à Strasbourg, concernant la pollution des sols sur lesquels doit être bâti le futur écoquartier. Nous réitérons donc l'hypothèse que l'apparition de ce problème écologique au lieu du futur écoquartier accroît ici encore la charge problématique de l'objet, dans la mesure où elle met à l'épreuve ce projet, en redimensionne les différents enjeux (tension entre l'idée d'occupation d'un espace « vert » et celle de réhabilitation de l'espace urbain, en tenant compte aussi des patrimoines négatifs ; impact d'une dépollution sur les coûts du foncier...).

Présentation du terrain

Nous saisissons l'occasion de ce rapport intermédiaire pour donner à voir quelques aspects de ce terrain. Le grand projet des Hauts de Montreuil est porté par la municipalité, il a notamment été retenu dans le cadre d'un appel à initiatives du syndicat mixte d'études Paris Métropole en 2010. Il concerne le vaste secteur des Hauts de Montreuil, soit 200 hectares, 1/5ème du territoire communal. Il vise à « résorber la fracture et les inégalités entre Haut et Bas Montreuil »¹ et à inscrire « l'ensemble du territoire de cette quatrième ville d'Île de France, en première couronne parisienne [...] dans la dynamique du cœur d'agglomération »². Il s'appuie sur un contexte plus large de grands projets urbains comprenant « la reconquête d'une infrastructure urbaine inachevée »³, l'autoroute A186, la mise en place d'une ligne de tramway et l'allongement d'une ligne de métro, ainsi que la création de Zones d'Aménagement Concerté.

¹ Dominique Voynet, Maire de la ville présentant le projet dans une brochure, « Les Hauts de Montreuil, un quartier qui nous ressemble », mars 2010.

² Ville de Montreuil, Présentation du projet à l'appel à initiatives Paris Métropole, Projet-lauréat Nouveau Quartier Urbain 2010, décembre 2010

³ *Ibid.*

Cette partie de la ville a été jusque-là délaissée par les travaux urbains ; elle est constituée d'habitat pavillonnaire, de grands ensembles, d'activités industrielles diverses, ainsi que d'anciennes terres horticoles – les murs à pêches⁴ – dont certaines sont aujourd'hui en friche, d'autres exploitées par des associations (jardins familiaux, Jardins du cœur, AMAP, Secours Catholique, Théâtre du bouche à oreille, etc.), ou encore occupées par des familles Roms et tsiganes, avec ou sans convention d'occupation.

Dans une première étape, le projet concerne deux sites :

- celui de Boissière-Acacia, un quartier qui recouvre 13 hectares, partiellement en friche, autour des réservoirs du Syndicat des Eaux d'Île-de-France. Plus de la moitié des constructions est dédiée à l'habitat : d'autres logements sont prévus dans le cadre du projet ainsi que des équipements (une crèche, un éco-pôle spécialisé dans la valorisation des déchets, etc.) ;
- celui de Saint-Antoine Murs à pêches, un site classé d'une vingtaine d'hectares, sur lequel sont prévus quelques logements, des activités économiques et associatives de production agricole, des activités de découverte de la nature et du patrimoine horticole, mais aussi des activités sociales, culturelles et de loisirs, ainsi que des équipements (école, piscine écologique, etc.) et les ateliers de maintenance du tram.

Ce projet est présenté comme « exemplaire dans sa conception et dans sa mise en œuvre, un écoquartier d'un nouveau type [qui] doit réunir opérations innovantes et réhabilitation de l'existant, dans le respect de l'identité locale »⁵. Le projet se veut « évolutif », un « projet qui se construit ensemble ». L'ambition de la Ville en matière de concertation est rappelée dans l'ensemble des documents et réunions publics. Un dispositif de concertation a été mis en œuvre en 2010 ; il est prévu pour une durée de trois ans. Son animation a été confiée au cabinet grenoblois dirigé par Pierre Mahey – « les Arpenteurs » – reconnu nationalement pour son optique résolument participative⁶ et son engagement dans l'expérimentation de diverses formes de concertation (atelier de travail urbain par exemple).

Au printemps 2011, la mairie inaugure un local « la Fabrique », présenté comme une « plateforme citoyenne », « un lieu de travail pour les partenaires » (habitants, agents municipaux, professionnels, élus). Il est situé sur une place, à côté d'une mairie annexe, au cœur d'un quartier d'habitation. C'est un lieu d'information où sont affichés différents « plans guide » (ces plans sont datés et conçus pour évoluer au fil des opérations d'étude et de concertation), un plan actuel du quartier avec une vue aérienne qui matérialise le quartier tel qu'il est, avec ses nombreux espaces verts. C'est aussi là que s'organisent l'après-midi des ateliers de concertation ouverts à tous réunissant habitants et techniciens, discutant autour des plans et des propositions d'aménagement (avec pour thématiques par exemple « l'économie agricole », « les mobilités », etc.). Des réunions publiques se déroulent régulièrement en soirée pour faire

⁴ La culture des pêches se développe à Montreuil à partir du 16ème siècle et jusqu'à la fin du 19ème (date à laquelle les chemins de fer permettent désormais aux producteurs provençaux d'acheminer en région parisienne leurs pêches avant qu'elles arrivent à maturité). Des murs fins, construits avec divers matériaux notamment du plâtre, contre-lesquels sont plantés les arbres, emmagasinent la chaleur le jour pour la restituer la nuit aux fruits leur permettant ainsi de grossir et de mûrir plus vite.

⁵ « Présentation du projet à l'appel à initiatives Paris Métropole », décembre 2010

⁶ La cabinet a été créé en 1993 par Pierre Mahey, urbaniste architecte, et son équipe. Sa mission est l'assistance à la maîtrise d'ouvrage et la conduite de projets de développement urbains et sociaux. Arpenteurs cultive de multiples connexions avec des professionnels investis sur le champ de l'urbanisme participatif et dans le réseau « capacitation citoyenne », en France et dans le monde. Cette équipe se situe du côté des professionnels que Marion Carrel nomme les « artisans de la participation » (insistant ainsi sur le caractère artisanal et réflexif de leurs méthodes, le soin apporté à ce que les personnes les plus éloignées de l'espace public prennent part aux dispositifs, la place du récit de vie dans leurs méthodes d'animation). Carrel, M. *Faire participer les habitants. La politique de la ville à l'épreuve du public*, Thèse de doctorat de sociologie, 2004.

le point sur ces ateliers et les avancées du projet. Un espace web est également créé (par l'équipe d'animation) sous la forme d'un blog.

Penser des aménagements avec les habitants en passe également par des « arpentages » des lieux et des mises en situations⁷. Si ce type de concertations *au lieu même* se développe aujourd'hui de manière générale⁸, il prend sur le site des Murs à Pêches une importance particulière : les usagers ne cessent d'insister sur l'ambiance des lieux

« On a la sensation d'être dans un milieu champêtre, avec une ambiance visuelle, sonore et odorante particulière : la végétation, les murs, le ciel, les oiseaux, les insectes qui bourdonnent... » [Site internet de l'association Murs à Pêches]

Plusieurs usagers nous ont d'ailleurs directement donné rendez-vous sur le site pour un entretien.

Le caractère évolutif de la concertation menée à Montreuil interroge d'emblée la dimension expérimentale des projets à différents niveaux. Au vu des premiers éléments de l'enquête, deux aspects de l'expérimentation seront plus particulièrement explorés :

- L'expérimentation portant sur la ZAC Boissière-Acacia doit conduire à repenser le quartier dans son ensemble, en articulant les usages préexistants à un projet urbain pensé comme innovant⁹. Comment la concertation vise-t-elle à articuler cette dimension prospective, projective, d'un quartier « en plan », pensé pour des habitants qui ne sont pas encore là, à une vie qui a cours, à des habitants dont « l'expertise du territoire » doit être prise en compte¹⁰ ? Comment s'affrontent et s'élaborent ce faisant différentes conceptions de ce qu'est un écoquartier ?
- L'expérimentation consiste également à définir un projet « agri-culturel » pour les Hauts de Montreuil sur le site Saint-Antoine Murs à pêches, qui représente « un potentiel d'agriculture urbaine unique à l'échelle de l'Île de France »¹¹. Cette question – qu'est-ce que l'agriculture urbaine ? – se pose autant pour les acteurs associatifs investis, que les politiques et les divers techniciens (paysagistes, architectes, etc). Ce type d'activité n'existe pas encore, elle se distingue de l'activité horticole historique, la concertation devra définir ce que c'est, ce que cela peut être en fonction des multiples usages existants et envisagés¹².

Il s'agira donc pour nous de suivre ces travaux de définition théorique et pratique engagés par les multiples acteurs locaux, ainsi que les conflits qu'ils font apparaître.

⁷ Pour exemple, un atelier consacré à l'accessibilité du site des Murs à Pêches (actuellement très peu visible depuis la rue pour le non-initié, on y accède par des impasses), aux cheminements existants et à créer pour divers usages (se balader à pied, en vélo, accéder à son jardin, à sa caravane, etc.), s'est prolongé par un arpentage : usagers, membres des équipes de paysagistes et d'architectes, animateurs de la concertation se sont déplacés au cœur des Murs à Pêches pour évaluer les possibilités d'expérimenter l'ouverture d'un cheminement piéton.

⁸ On pense par exemple aux « diagnostics en marchant » qui doivent précéder dans les quartiers de la politique de la ville toute conception d'une convention de gestion urbaine de proximité.

⁹ La Mairie a pour cette zone engagé une procédure de concession d'aménagement. Pour ce faire, un « dossier de consultation aménageur » a été rédigé afin de préciser les exigences d'aménagement de l'équipe municipale. Le choix de l'aménageur devrait se faire au cours de l'automne 2011.

¹⁰ Il est rappelé lors de la réunion d'échange sur le projet le 16 novembre 2010 que « les habitants ont aussi une capacité à initier et à porter eux-mêmes des projets de vie pour les Hauts de Montreuil » (cf. compte-rendu réalisé par les Arpenteurs).

¹¹ Compte Rendu atelier Saint-Antoine Murs à pêches, 8 et 9 mars 2011.

¹² L'objectif du projet est ainsi formulé dans un appel à micro-projets sur les murs à pêche de juin 2011 de la mairie : « préparer l'arrivée d'un projet agri-culturel en mettant en valeur le patrimoine, en occupant les terrains vacants, en expérimentant des activités ».

• **Déroulement des travaux**

Les ateliers de concertation ont démarré au printemps 2011 avec l'inauguration de la Plateforme. Après un entretien avec la responsable du projet à la Mairie, nous avons pu assister à des ateliers de travail à La Fabrique en mai et juin 2011 (l'un en mai, consacré au projet des Murs à Pêches, et plus particulièrement à « l'économie agricole : le projet agricole », ainsi qu'à une réunion publique faisant le point sur ce projet ; l'autre en juin, concernant le quartier Boissière-Acacia).

A ces occasions, des contacts ont été pris avec des habitants, membres d'associations ou de collectifs – entre autres, des AMAP, une association de défense de l'environnement (« Montreuil Environnement »), des associations d'habitants ou de quartier (« Confédération Nationale du Logement », « Ensemble notre quartier »), une association de solidarité qui construit des projets d'habitat et d'agriculture avec des Rroms dans un campement installé en lieu et place d'une ancienne décharge sur le site des Murs à pêches (« Ecodrom » se définit comme « un projet d'agriculture en ville ») –, ainsi qu'avec différents membres des Arpenteurs.

Nous prévoyons de suivre le déroulement des ateliers de concertation d'octobre 2011 à mai 2012 et de rencontrer en entretien (individuel ou collectif) sur cette même période les acteurs repérés. Un entretien a déjà été réalisé avec la présidente d'Ecodrom.

• **Difficultés rencontrées et mesures correctives nécessaires**

Pour autant, il s'agit aussi d'étendre le spectre de la recherche et de s'intéresser à d'autres acteurs concernés par le projet, mobilisés dans des collectifs, mais qui ne font pas nécessairement le déplacement vers ces arènes de discussion publique. Il s'agit de mieux saisir la place qui peut être faite au conflit au sein de ce dispositif de concertation. En effet, au vu des premiers ateliers, il apparaît que même si des paroles contestataires peuvent s'y faire entendre (de la part des AMAP et des associations de quartier par exemple), celles-ci se déploient également à l'écart de La Fabrique et de ses ateliers. Le projet est contesté depuis d'autres pratiques d'expérimentation écologique dans la ville. Un travail de repérage est donc nécessaire afin de situer ces formes de retrait voire de refus du cadre de concertation proposé. Il s'agit de prendre en compte ces critiques et d'envisager leur positivité au travers des expérimentations qui s'élaborent aux marges de ce projet de grande envergure.

II.1.2 TOULOUSE : LES PAVILLONS SAUVAGES

• **Aspects méthodologiques**

Les Pavillons Sauvages ont été ouverts à l'été 2007 par une vingtaine de personnes en situation précaire, dans le quartier des Minimes à Toulouse. Depuis lors, le squat se présente comme un haut lieu d'expérimentation écologique, politique, culturel et social dans l'agglomération toulousaine.

La méthode de recueil des données sur ce terrain nécessite de prendre la mesure de la prolifération des activités, des collectifs et des acteurs impliqués dans le fonctionnement de ce lieu. Concrètement, s'élabore ici un réseau comprenant les collectifs d'habitants vivant à l'année dans les quatre appartements situés dans les deux principaux bâtiments, les collectifs ayant une activité sur le lieu (associations d'organisations de concerts, association de solutions écologiques pour l'événementiel : « Elémen'terre »¹³, association de théâtre forum « L'école

¹³ Cette association vise à « apporter des conseils et des solutions concrètes aux organisateurs de festivals et autres événements autour de la question de l'environnement et de l'économie sociale et solidaire en région

citoyenne », collectifs et associations travaillant sur le thème de la petite enfance (« Bébé au naturel »), associations sportives (autodéfense, kung-fu), AMAP, coopératives de consommation, etc...). Le réseau comprend également les collectifs, associations et professionnels, très nombreux, qui n'ont pas nécessairement une activité sur le lieu mais avec qui les collectifs des Pavillons travaillent (agriculteurs impliqués dans les AMAP ou avec lesquels des échanges de service ont cours, associations de promotions de techniques écologiques alternatives (éoliennes, moteurs à huile), ou encore d'autres lieux collectifs installés dans la périphérie toulousaine). Le réseau repose enfin sur les individus et groupes affinitaires qui ont un usage régulier du lieu, mais aussi sur les habitants du quartier, spectateurs des concerts, usagers des AMAP, et simples promeneurs.

Afin de repérer ce réseau d'attachements et d'en saisir les nuances, l'observation sur site a dans un premier temps été privilégiée ainsi que les entretiens collectifs rassemblant des acteurs impliqués dans diverses activités. Des entretiens individuels nous ont permis de préciser certaines dimensions rencontrées. Mais cette prolifération, dont on peut dire qu'elle caractérise une certaine écologie du lieu, - elle redéfinit sans cesse les êtres en présence et les « bons » collectifs¹⁴ -, se déploie bien au-delà des limites spatiales des Pavillons Sauvages, ce qui suppose d'un point de vue méthodologique, de poursuivre l'observation hors les murs.

• Déroulement des travaux

D'ors et déjà, trois entretiens collectifs ont été réalisés avec les habitants du lieu ainsi que deux entretiens individuels avec un habitant et avec une animatrice d'une des associations présente sur le lieu, Elément'erre. Ces entretiens ont été réalisés dans le cadre d'une semaine d'observation sur site en 2010.

Ces entretiens collectifs ayant suscité l'intérêt et donné lieu à une réelle dynamique de travail, un groupe animé par le GRAC et réunissant des habitants et acteurs des Pavillons, plus spécifiquement impliqués dans les projets écologiques menés sur le lieu (four à pain, AMAP, coopérative de consommation, etc...) a été mis en place et se réunira jusqu'à la fin de l'enquête.

Une seconde semaine d'observation est prévue d'ici au mois de mars 2012. Elle permettra d'élargir l'enquête à l'échelle locale (auprès d'habitants du quartier, d'agriculteurs, d'associations usagères du lieu, etc.).

Afin de documenter la dynamique d'institutionnalisation à l'œuvre sur ce terrain, des entretiens avec les acteurs institutionnels de la mairie de Toulouse sont également planifiés pour le début de l'année 2012, notamment avec les adjoints à la culture, à l'écologie et à l'économie sociale et solidaire.

En outre, une rencontre avec le collectif de Can Masdeu de Barcelone a été planifiée pour l'été 2012 afin de confronter et de mettre en réseau ces deux expérimentations.

• Difficultés rencontrées et mesures correctives nécessaires

Midi-Pyrénées » (présentation extraite de leur site internet).

¹⁴ Nous rejoignons ici la proposition pragmatiste qui consiste à considérer l'écologie non comme un donné mais plutôt comme une construction permanente d'opérations multiples qui lient de manière dynamique humains et non-humains et composent ce que Bruno Latour désigne par des « collectifs ». Latour, Bruno. *Politique de la nature, comment faire entrer les sciences en démocratie*, La Découverte, 1999. Hache, Émilie. *Ce à quoi nous tenons, propositions pour une écologie pragmatique*, La Découverte, 2011.

Étant donnés les modes de fonctionnement propres aux Pavillons Sauvages, l'enquête sur ce terrain nécessite de prendre le temps. Les entretiens n'ont pu et ne pourront être réalisés que dans le cadre de semaines passées dans les lieux, au cœur de leurs activités.

D'autre part, l'enquête, pour prendre en compte le caractère proliférant du lieu et ses conditions de pérennisation, se voit redimensionnée à l'échelle du réseau local.

II.2 CATALOGNE. BARCELONE

II.2.1 PARC DE COLLSEOLA

• Aspects méthodologiques

Collserola apparaît dans l'enquête comme une réalité hautement complexe, traversée et composée par d'innombrables acteurs et de multiples niveaux d'interactions. Cette complexité se donne à voir tant au plan territorial (puisque le parc est reparti sur neuf municipalités), que dans ses dénominations. L'appellation « Parc Naturel de Collserola », si elle renvoie à une catégorisation administrative d'orientation environnementale¹⁵ élaborée au niveau de la Communauté Autonome¹⁶, elle coïncide aussi dans une large mesure avec l'unité géographique que constitue la Montagne de Collserola. Collserola constitue également une arène d'interaction entre différents niveaux administratifs¹⁷ et pour cela, demeure un lieu de conflits d'intérêts. C'est dans ce contexte de tensions entre institutions locales et supralocales, de superposition de compétences, que le Consortium du Parc Naturel de Collserola se présente comme instance responsable de la gestion, du budget et de l'action sur la totalité de Collserola, et au sein duquel les différentes administrations doivent résoudre ces conflits en faveur d'une gestion partagée. Mais le conflit émerge également entre les différents niveaux politiques, administratifs et leurs propres techniciens, ainsi qu'entre les institutions politiques et les différentes entités locales, associations, « voisins » (*vecinos*) ou « usagers » (*usuarios*) de cet espace, et enfin entre ces entités elles-mêmes. Le défi est contenu dans l'implication de chacun de ces acteurs dans la gestion de cette réalité partagée qu'est Collserola. Notre travail s'attache ainsi à l'analyse des différents discours, pratiques, relations, usages et liens que les acteurs établissent entre eux et avec le milieu (*el medio*).

Le travail de terrain s'est ainsi focalisé pour l'instant sur trois entités amenées à interagir autour de Collserola. Ces trois entités nous intéressent dans la mesure où elles élaborent, mettent en œuvre, voire deviennent des lieux d'expérimentation de différents formats et conceptions de la participation, qui se distinguent, schématiquement, par leur capacité décisionnelle¹⁸, leur organisation et leur implantation sur le territoire.

- le Consortium (du Parc Naturel de Collserola).

¹⁵ L'expression employée par l'équipe catalane est « orientation du milieu ambiant » (*orientacion medioambiental*).

¹⁶ La Generalitat de Catalunya agit comme Communauté Autonome mais aussi comme État, depuis que les compétences en matière environnementale lui ont été transférées.

¹⁷ La Generalitat de Catalunya, la Diputació de Barcelone (organisme supralocal) et les neuf municipalités qui appartiennent au territoire du Parc Naturel (Barcelone, Esplugues de Llobregat, Sant Just Desvern, Sant Feliu de Llobregat, de Molins de Rei, El Papiol, Sant Cugat del Vallès, Cerdanyola del Vallès et Montcada i Reixac), ainsi que l'entité supralocale du Mancomunitat de Municipis del Àrea Metropolitana de Barcelone (MMAMB).

¹⁸ Une réflexion a été engagée avec l'équipe espagnole sur la traduction de l'expression « *participacion vinculante o no-vinculante* » qui désignerait (selon les contextes) le caractère décisionnel, engageant ou contraignant de la participation, ou bien encore la capacité à agir liée à cette participation.

- des associations réunies dans la Plateforme Civique pour la Défense de Collserola et au sein du Conseil Consultatif du Consortium.
- et Can Masdeu.

Le Consortium (*ConSORCI*) est l'unique entité politique et administrative qui agit directement et régulièrement sur l'ensemble du parc de Collserola. Le reste des administrations agit soit de manière globale mais ponctuelle (comme dans le cas de la Generalitat de Catalunya), soit quotidiennement (comme les mairies) mais de manière partielle, sur leur propre territoire. Le Consortium constitue une arène d'intervention pour les différentes administrations impliquées¹⁹ et agit comme régulateur et gestionnaire de l'espace, même si cette capacité se trouve limitée à maints égards (par son cadre juridique, du fait des conflits d'intérêts entre administrations ou de la résistance des municipalités impliquées à céder une partie du contrôle sur leur territoire). Le Consortium constitue enfin pour nous une scène privilégiée d'observation des processus institutionnels de participation et d'interaction entre les principaux acteurs ayant une incidence sur la réalité de Collserola²⁰. Nous y observons en particulier la participation formelle et régulière des associations et autres entités locales, bien que leur présence au Conseil Consultatif du Consortium soit simplement à titre informatif et consultatif.

La Plateforme Civique pour la Défense de Collserola réunit un grand nombre d'associations et de collectifs (18 en temps normal), considérés par le ConSORCI et les administrations comme « représentantes de la société civile ». Créée en 2001, la Plateforme participe au Consortium en vue de dénoncer les agressions subies par l'espace naturel de Collserola et de réclamer une meilleure protection légale. Depuis ses débuts, elle s'est montrée très critique vis-à-vis des administrations, en particulier sur l'usage intéressé du terme « participation » et l'omission de toutes les propositions émanant de la « société civile ». De son côté, elle a organisé des actions visant à permettre un autre type de participation, fondé sur une « mise en pratique », comme dans le cas de la « Marche pour la Défense de Collserola » réalisée en 2008.

Une autre des associations à laquelle nous nous sommes intéressés est l'Associació Mont d'Orsà de Veïns de Vallvidrera. Cette association de « voisins »²¹, forme d'organisation extrêmement forte et répandue dans les quartiers de Barcelone, agit au cœur de Collserola et réalise depuis quelques temps, en plus d'être très active aux réunions du Conseil Consultatif du Consortium, des actions publiques ayant un fort retentissement local. Le 13 mars 2010 par exemple, ils organisent une consultation populaire à destination des « voisins », portant sur la ségrégation de leur quartier (et ancienne Commune) au sein de la ville de Barcelone. Cette consultation visait à attirer l'attention de la mairie sur les besoins du quartier, en plus de leur démontrer leur appropriation des mécanismes participatifs. L'association dit parier sur une plus grande participation des « voisins » dans la gestion quotidienne pour améliorer la situation du quartier, et exprime elle aussi dans ses écrits et déclarations, des critiques vis-à-vis du modèle de participation proposé par l'administration, l'accusant d'être une entreprise de

¹⁹ Une intervention qui, pour transcender une vision fragmentée de Collserola, se base précisément sur des mécanismes participatifs supposés être égalitaires (même si en pratique des inégalités apparaissent : la proportion entre les organes décisionnels étant basée sur le principe « une municipalité, un poste », elle est devenue favorable à Barcelone depuis que la municipalité contrôle les postes correspondants à la députation et à la MMAMB).

²⁰ Il peut être intéressant d'opérer ici une distinction entre les administrations, le personnel du ConSORCI désigné par les administrations et le personnel technique du ConSORCI, afin de saisir les variations existant au sein même de l'institution en matière de participation.

²¹ Les associations de voisins, qui trouveraient leur correspondance relative dans les associations d'habitants ou de quartier en France, s'inscrivent dans une longue tradition en Espagne, constituées sous le franquisme. Nous reviendrons sur l'intérêt que l'on peut porter à cette catégorie de voisin tout au long de la recherche.

légitimation de décisions déjà prises par les élus et les techniciens. Malgré ces critiques, l'association Mont d'Orsà participe activement au Conseil Consultatif.

Nous nous intéressons enfin à Can Masdeu. Nous y reviendrons en détails dans la section suivante.

• **Déroulement des travaux**

Le travail de terrain est largement avancé.

Sur le Consorci, plusieurs entretiens ont été menés au cours de l'année 2010 avec une technicienne du Consorci dans le Service d'Usages Public, d'Information et d'Éducation à l'Environnement (*Servei d'Ús Public, Divulgació i Educació Ambiental*), et la responsable hiérarchique de cette dernière, sur la même zone.

Nous avons également pu observer en 2010 deux séances du Conseil Consultatif et pris contacts avec diverses associations.

A cela s'ajoute l'analyse documentaire de la législation, des plans urbains, des statuts du Consorci, ainsi que la lecture des travaux scientifiques, articles de presse, pages Web qui nous ont permis d'approfondir la recherche sur le fonctionnement des institutions, sur la fabrique et la diffusion de discours relatifs à l'environnement et à la participation, ainsi que sur le conflit historique complexe survenu au moment de la déclaration du Parc Naturel de Collserola (le 19 octobre 2010).

Nous prévoyons de réaliser quelques entretiens complémentaires auprès d'autres membres institutionnels du Consorci entre les mois de septembre et décembre 2011, mais le travail de terrain touche à sa fin.

Concernant le travail de terrain auprès des associations, un entretien avec le porte-parole de la Plateforme, a été mené au mois de février 2011.

Une observation participante dans Vallvidrera a également été réalisée durant la consultation populaire portant sur la ségrégation du quartier vis-à-vis de Barcelone au mois de mars 2010. Nous avons pu y observer l'atmosphère de fête qui entourait l'acte participatif convoqué par l'association de voisins, ainsi que les revendications et critiques que ses portes-paroles adressaient aux autorités locales. Le dit acte, une forme de participation non officielle mais très formalisée (un établissement de règles précises pour voter et pour compter les votes, la solennité de l'acte ...), nous a amené à complexifier la distinction habituellement faite entre les mécanismes formels et informels de participation.

L'observation des séances du Conseil Consultatif du Consorci nous a enfin permis de prendre la mesure des relations entretenues entre les différentes associations participant à cette scène institutionnelle.

Entre les mois de septembre 2011 et juin 2012, de nouveaux entretiens seront réalisés avec les représentants de la Plateforme et de l'Associació de Veïns Mont d'Orsà, afin d'approfondir les sujets déjà discutés. Nous prévoyons enfin de participer aux différentes actions organisées par ces associations durant cette période.

• **Difficultés rencontrées et mesures correctives nécessaires**

Nous souhaitons mettre l'accent sur l'importance du travail de recueil et d'analyse des documentations locales compte tenu de leur prolifération.

II.2.1 CAN MASDEU

• Aspects méthodologiques

Can Masdeu est un projet politique et de vie collective situé au cœur de la montagne de Collserola. Ce projet a vu le jour en décembre 2001, lorsqu'en plein essor du mouvement dit anti-globalisation, un groupe de personnes décide d'occuper cette bâtisse abandonnée (une ancienne maison paysanne) sur le flan de la montagne pour y organiser des journées écologiques internationales. A l'issue de ces journées, le projet se poursuit puisque plusieurs personnes aux origines géographiques et aux profils très divers décident de rester et de mettre sur pied un projet collectif pérenne d'agroécologie. Mais dans cette zone à la lisière entre la ville et la montagne (aussi bien à quelques minutes du métro qu'au milieu de la forêt), le projet de Can Masdeu s'étend rapidement de la maison à la vallée entière, s'inscrivant ainsi dans la dynamique locale du quartier de Nou Barris, au côté du mouvement *vecinal* et en filiation avec la tradition de luttes collectives dans le quartier²². Plus loin, le rayonnement de ce projet s'étend à l'ensemble de la ville de Barcelone voire à l'échelle internationale.

Le travail d'enquête mené jusqu'à présent nous a ainsi conduit à explorer différents espaces et moments de déploiement de ce projet :

- Les expérimentations mises en œuvre par le collectif autour de la permaculture et de l'agroécologie occupent une place très importante dans l'action menée à Can Masdeu.
- Le projet se caractérise par la mise en place de jardins communautaires. Installés en terrasses pour permettre une récupération des eaux de source, leur gestion est partagée avec des « voisins » du quartier de Nou Barris. La culture des jardins ouvre un espace intermédiaire vers lequel confluent des habitants, des voisins et dans lequel doivent se partager les responsabilités : le souci de la terre, la gestion partagée des ressources (équipements, eaux...) et la répartition des tâches collectives.
- Le projet propose également un centre social, ouvert tous les dimanches à l'occasion du PIC (Point d'Interaction de Collserola) (*Punt d'Interacció de Collserola*), au cours duquel sont organisées une visite guidée à travers la vallée ainsi que diverses activités (conférences, ateliers, projections de documentaires...). Le PIC est à la fois une porte d'entrée pour connaître le projet mais aussi une porte sur les luttes sociales et initiatives alternatives menées en ville et au-delà, l'objectif étant de céder une partie de l'espace à d'autres collectifs pour réaliser des activités, exposer leurs problématiques et récupérer de l'argent en échange de repas populaires. A la différence d'autres centres sociaux, le PIC est entièrement géré par ses habitants, qui élaborent le calendrier, coordonnent les activités et se chargent d'accompagner les collectifs dans leur usage des installations.
- Leur syntonie avec les mouvements de défense du territoire nous a intéressée dans la mesure où elle s'articule directement avec une défense écologique de la montagne de Collserola vis-à-vis « des agressions humaines, urbaines et immobilières subies ». En même temps, l'attachement à une conceptualisation de leur action en terme de « rurbanisme », dessine, en filiation avec le vieil « urbanisme écologique » barcelonais du début du XXème siècle, des possibilités renouvelées pour penser un développement à la fois écologique et social des zones péri-urbaines.

²² Situé à l'extrême nord de Barcelone, le quartier de Nou Barris s'est bâti au cours du XXème siècle et connaît une croissance importante jusqu'à aujourd'hui, due principalement à une migration intérieure à l'Espagne, essentiellement rurale. Durant les années 70 principalement, un fort mouvement *vecinal* s'est développé afin de garantir à la communauté les moyens d'une subsistance mise à mal par une politique urbanistique orientée vers la spéculation. Les habitants de Nou Barris doivent à ces luttes une part importante des équipements collectifs du quartier. C'est aussi dans ces années là que les versants attenants de la montagne de Collserola ont été investis par nombre d'habitants du quartier afin d'y aménager des jardins potagers.

- Enfin, nous nous sommes attachés à des moments d'« expansion » du projet, dans lesquels peut être prise la mesure des porosités entre le projet Can Masdeu et le quartier de Nou Barris : lorsque « la maison descend au quartier » (« *la casa baja al barrio* »). C'est le cas par exemple de « La cultura va de festa », événement culturel auto-organisé à Nou Barris depuis longtemps, dans lequel Can Masdeu est un acteur parmi d'autres, ou encore le Carnaval annuel, pendant lequel le collectif défile sur son propre char.

• Déroulement des travaux

Les premiers contacts pris en octobre 2010 avec les membres de Can Masdeu nous ont permis de travailler sur la maison dans sa globalité. Il s'est agi d'un processus lent et précautionneux, au travers de petites rencontres sporadiques, d'appels téléphoniques et d'échanges par mail.

En février 2011, une rencontre a été organisée à Can Masdeu pour présenter le projet de recherche. Cette rencontre a finalement pris la forme de conversations informelles avec différents membres pour leur exposer nos intentions et envisager une manière de les intégrer à cette démarche de recherche.

En mars et mai 2011, nous avons pu participer au Carnaval (dans lequel toutes les entités participantes descendent depuis Can Masdeu jusqu'à la rue centrale) et à l'événement local « La cultura va de festa ».

En juin 2011, les équipes du GRAC et du COPSAT se sont rendues ensemble à Can Masdeu pour y exposer cette fois-ci les terrains français et les mettre en discussion avec les terrains catalans. Une visite guidée de la maison, des ateliers, du PIC et des jardins communautaires a été faite par l'un des membres du collectif de Can Masdeu.

Comme à Toulouse, un groupe d'habitants de Can Masdeu a été mobilisé pour suivre la recherche, la relayer auprès des autres habitants, et il continuera à se réunir régulièrement au fur et à mesure des étapes de la recherche.

La poursuite du travail consistera en une présence régulière durant le travail aux jardins communautaires et les dimanches aux séances du PIC (Point d'Interaction de Collserola), ainsi qu'en de nouvelles observations de la journée de fête de Carnaval (février 2012) et de « La cultura va de festa » en mai 2012.

III- VALORISATION DES TRAVAUX

• Résultats scientifiques attendus compte tenu de l'état d'avancement

Multipllicité des formats écologiques et participatifs

Soucieuse de prendre au sérieux la dimension expérimentale des projets conduits, l'enquête a d'ors et déjà mis en exergue une diversité de formats écologiques en jeu sur les différents terrains : à Montreuil, au cœur de l'Île de France, un projet « agri-culturel » et un écoquartier ; l'écologie comme forme de vie proliférante aux Pavillons Sauvages à Toulouse ; Collserola comme projet de « parc naturel » au sein de la métropole de Barcelone ; le « rurbanisme » de Can Masdeu comme une forme d'intégration de la vie rurale et de la vie urbaine. La suite de la recherche nous permettra d'approfondir les connaissances relatives à ces formats de l'écologie expérimentés localement ainsi que les enjeux politiques et sociaux qu'ils soulèvent.

Dans un même temps, nous documenterons les démarches de concertation liées à ces initiatives. De manière générale, il nous semble impossible de parler de participation au singulier étant donnée la variété observée des « expérimentations écologiques » mises en actes sur les différents sites par les acteurs. Les terrains ont été choisis au regard de caractéristiques générales définies a priori. Des projets dits « autonomes » d'un côté, qui ne répondent pas à une injonction à la participation de la part des pouvoirs publics, qui se développent dans des espaces occupés sans droit ni titre et mettent en jeu des formes d'auto-organisation. Là, les acteurs font valoir leur capacité politique comme habitants ordinaires à mettre en œuvre des expérimentations écologiques et des usages partagés de l'espace. Eu égard à ces qualités définies a priori, il s'agissait alors pour nous de documenter ces compétences « ordinaires » qui se déploient à la limite de la légalité, voire en toute illégalité. Nous nous intéressons de l'autre côté à des projets plus institutionnels, prenant corps dans des procédures instituées de participation et de concertation. Ces procédures ont été d'emblée interrogées moins du point de vue de leurs qualités supposément consensuelles que du point de vue de leur capacité à laisser place à de la conflictualité, leur capacité à se transformer. Et de là, il s'agissait de les questionner elles aussi dans leurs mises en acte tâtonnantes ou expérimentales.

Si ces caractéristiques se sont bien confirmées, le travail de terrain réalisé a nettement fait apparaître que la partition entre une forme de participation encadrée par les institutions et une autre forme infra-institutionnelle, plus informelle, plus autonome, était plus labile que nous ne l'avions entrevue au départ de la recherche. En effet, les différents acteurs circulent d'un espace à l'autre, s'empruntent des méthodes, créent des alliances, et multiplient les points de contact entre formes autonomes de participation et espaces institués. Par exemple, l'association de voisins de Vallvidrera qui a mené de manière autonome une consultation populaire (en mettant en œuvre un mécanisme formel de participation) contre la ségrégation de son quartier, participe aussi activement au Conseil Consultatif du Consorci de Collserola, à l'image d'autres acteurs associatifs locaux comme la Plateforme ou Can Masdeu pourtant très critiques vis-à-vis des procédures de concertation du Conseil Consultatif. Le personnel technique du Consorci lui-même, en entretenant les relations informelles avec les associations, facilite cette participation. A Montreuil, bien que soigneusement programmée et planifiée par la municipalité, la concertation est animée par des militants participatifs (« Les Arpenteurs ») et en passe par des formes expérimentales comme les « arpentages » dans les quartiers ou par la mise en place d'un lieu dédié à la consultation (« la Fabrique »). A Toulouse, des techniciens et des élus de la mairie nouent des relations sur un mode très informel avec les habitants des Pavillons Sauvages – en dehors de tout cadre de concertation, ni même de relation officielle –. Ces relations discrètes produisent des effets sur les dynamiques internes au lieu, en même temps qu'elles induisent une reconnaissance officielle de l'action entreprise, et que des mécanismes de pérennisation et d'institutionnalisation du lieu se mettent en route : une association à présidence collégiale vient remplacer les collectifs réunis jusque là informellement, la salle de concert est mise aux normes de sécurité, etc. En l'état actuel de la recherche, nous émettons l'hypothèse que sur les terrains rencontrés, des dynamiques conjointes d'*ensauvagement* des institutions et de *domestication* des expériences menées en dehors des cadres institués de la concertation ont cours. De ce fait, nous testerons par la suite cette hypothèse en nous demandant ce que ces dynamiques produisent comme effets, ce qu'elles viennent reconfigurer dans le champ de la participation²³. Porter la focale

²³ Le travail sur ces concepts a été initié dans le cadre d'une précédente Consultation de recherche du MEEDDM : ELICABE, Rémi ; GUILBERT, Amandine ; HAERINGER, Anne-Sophie ; LEMERY, Yannis ; OVERNEY, Laetitia. *Ressaisir la citoyenneté aux bords du politique. Expériences marginales et expériences instituées de participation politique à l'épreuve des projets de rénovation urbaine dans trois pays : Catalogne, France et Québec*, Consultation de recherche PUCA, MEEDDM « La citoyenneté urbaine :

moins sur les formes stabilisées que sur les multiples hybridations qui traversent l'ensemble des terrains étudiés nous permettra dans un même mouvement d'interroger les catégories usuelles relatives à la participation à la vie publique locale et aux usages de la ville. Les indéterminations que nous rencontrons sur les terrains quant à la qualification des lieux et de leurs usages ouvrent des voies innovantes et expérimentales, aussi bien pratiques que conceptuelles dont il s'agira de rendre compte : le brouillage des frontières entre des usages de l'espace orientés vers le logement, vers des usages ludiques ou vers l'exploitation horticole/agricole (un écoquartier-horticole à Montreuil, le Parc de Collserola comme une zone densément peuplée, une maison-jardin communautaire à Can Masdeu), la mise en tension du partage classique urbain/rural (le « rurbain » à Can Masdeu), ou la mise à mal des frontières des domaines de l'action publique (les Pavillons Sauvages comme lieu écologique-culturel-social-politique).

Sur ces différents terrains, c'est aussi la composition sociale de la ville qui est réfléchie, discutée et mise au travail à travers les expérimentations écologiques. Sur tous les sites, le problème de l'articulation entre « question sociale » et « question écologique » est posé. A Montreuil, par exemple, les habitants du quartier Boissière-Acacia craignent que l'écoquartier et les nouvelles constructions créent des ségrégations. De son côté, la municipalité rappelle régulièrement son objectif de « mixité sociale » et sa volonté d'éviter que le projet ne constitue une niche écologique pour les plus aisés. A Toulouse, les acteurs des Pavillons Sauvages sont soucieux de développer des liens avec les habitants des quartiers alentours, de provoquer des rencontres à travers les activités proposées dans le lieu afin de contrecarrer la dynamique de « chacun chez soi » qui domine les zones pavillonnaires. Les habitants de Can Masdeu mettent à disposition des voisins du quartier Nou Barris des jardins communautaires et leur proposent des échanges de savoirs autour des pratiques agricoles écologiques, etc. Cependant la complexité de l'articulation entre ces questions, écologiques et sociales, s'observe également autour du Parc de Collserola dans ce qui oppose régulièrement associations écologistes et associations de voisins (quand pour les uns, la réhabilitation et le développement des infrastructures du quartier doit permettre d'améliorer la qualité de vie, les autres dénoncent ce grignotage urbain, mettant l'accent sur l'impact de ces constructions sur l'environnement). La dimension sociale traverse donc les expérimentations étudiées, et la suite de la recherche en documentera plus précisément les diverses modalités.

Enfin, une question générale animera l'ensemble de la recherche, celle de la temporalité engagée par les différents projets : la prise en compte de l'histoire des lieux et parfois des sols pollués, la présence au quotidien dans les espaces cultivés, la nécessité d'inscrire un projet agricole dans le temps long (celui de la préparation de la terre, de la mise en place des installations, et tout simplement de la pousse), la construction d'un modèle de « ville durable » pour les décennies à venir, mais aussi la logique du « projet », du court terme qu'imposent parfois les agendas institutionnels. Il s'agira de préciser ces temporalités et de comprendre comment dans certains cas elles peuvent entrer en conflit.

Dimension comparative et démarche de recherche-action

La dimension européenne de la recherche permet de mettre en vis-à-vis les contextes nationaux et locaux, de mettre en lumière les différences et les convergences dans la saisie des

formes d'engagements et enjeux de solidarité », oct. 2009. La présente recherche nous offre l'occasion de poursuivre ce travail, en approfondissant cette fois-ci, du fait des terrains choisis, et du caractère institutionnel de certains d'entre eux, les deux dimensions.

questions environnementales. Notre approche comparative prend largement appui sur un travail sémantique qui s'enclenche à l'occasion des opérations de traduction entre le castillan et le français. Celles-ci prêtent à une réflexion toujours renouvelées sur les concepts mobilisés sur les différents terrains et a en ce sens une portée heuristique. Pour exemple, l'utilisation en Catalogne du terme de « vecinos » prend racine dans l'histoire sociale de l'Espagne, marquée par la dictature et les solidarités locales et communautaires tissées dans les « asociaciones de vecinos » (ainsi formalisées depuis la loi de 1964). Cette spécificité espagnole, très vive en Catalogne, invite à penser la participation des habitants directement sur un mode collectif et en rapport avec un environnement, un « voisinage ».

La suite de la recherche devrait permettre de renforcer le réseau de chercheurs franco-catalan constitué : deux rencontres ont eu lieu à Lyon en 2010 ainsi qu'une rencontre à Barcelone en juin 2011. Une autre rencontre est prévue au printemps 2012 aux Pavillons Sauvages à Toulouse.

S'il existe des échanges entre les chercheurs (travail de traduction et d'analyse des contextes locaux), l'un des enjeux de la recherche consiste à créer les conditions d'une mise en circulation des expériences entre les terrains, à favoriser la rencontre entre les initiatives. L'enquête s'inscrit dans une démarche de recherche-action. La rencontre en juin 2011 a permis l'échange avec des membres de Can Masdeu : nous avons exposé le projet de la recherche, décrit les terrains français, et les habitants du lieu nous ont proposé un récit de l'histoire de la maison et des luttes menées, ainsi qu'une visite du site (jardins, fours à pain, diverses installations écologiques, etc.). La rencontre en 2012 à Toulouse sera organisée sous le même format. Nous réfléchissons actuellement aux modalités d'une rencontre entre les acteurs de Can Masdeu et ceux des Pavillons Sauvages, ainsi qu'à l'éventualité d'une rencontre plus large regroupant l'ensemble des acteurs rencontrés au cours de cette recherche.

Si à Can Masdeu et aux Pavillons Sauvages, des acteurs sont mobilisés pour suivre le processus de recherche, nous avons fait le choix de ne pas mettre en place de tels groupes de travail autour des projets de Montreuil et de Collserola pour ne pas surajouter de rencontres à celles, déjà nombreuses, organisées dans le cadre de ces concertations²⁴. Pour autant, les processus de concertation institutionnels seront saisis et discutés depuis les groupes de Can Masdeu et des Pavillons Sauvages, eux-mêmes engagés dans des relations avec les pouvoirs publics et dans des processus d'institutionnalisation.

• Perspectives pour l'action publique

La démarche comparative employée et l'attention portée à la diversité des formes de participation observées, loin de déboucher sur une proposition de méthode standardisée de concertation, devront aider à une meilleure lisibilité des processus engagés, de leurs enjeux et de leurs limites afin d'étayer les pouvoirs publics dans l'ajustement des dispositifs initiés. La recherche se propose de mettre en lumière la dimension expérimentale des formes de participation observées, notamment lorsqu'elles prennent en compte les critiques régulièrement adressées aux dispositifs institués de la participation. Elle tient ainsi à attirer l'attention des pouvoirs publics sur les dynamiques de transformation à l'œuvre au cours de ces expériences tout aussi bien du côté des institutions que de la société civile. Il s'agira plus largement de mieux comprendre comment divers acteurs et collectifs se proposent d'habiter la « ville durable », liant dans leurs projets et leurs usages « questions sociales » et « questions écologiques ».

²⁴ Un groupe de travail était initialement prévu à Strasbourg puisque l'enquête devait se dérouler à l'issue de la concertation, pendant une phase de bilan plus propice à ce type de travail de réflexion sur l'expérience conduite.